

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-alternative-de-Syriza-passer-sous-la-table-ou-la-renverser>

L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce dimanche 25 janvier ont lieu en Grèce des élections législatives qui pourraient s'avérer historiques : Syriza, la coalition de gauche d'Alexis Tsipras, est en tête des sondages. Mais pour Frédéric Lordon, l'étau allemand et les inconséquences de la formation grecque condamnent celle-ci à des acrobaties douloureuses...

Il y a maintenant longtemps que l'Europe s'est enfermée elle-même dans la nasse constitutionnelle des traités libéraux, d'où elle n'a plus laissé que deux voies de sortie, et deux seulement :

- 1) l'effondrement financier de la construction sous le poids de ses contradictions internes, ou bien
- 2) un accident politique qui renverse la table.

La première issue ayant été - temporairement - enrayée par l'annonce du programme OMT de la Banque centrale européenne (BCE) [1], il ne reste que la seconde, raison qui conduit le grand parti institutionnel-européiste à regarder la démocratie, non comme un état normal de la vie politique, mais comme une source permanente de menaces, dont l'étouffement justifie tous les moyens.

De ce point de vue, il faut louer la persévérance dans l'être de la Corée du nord qui offre aux Européens l'inaltérable moyen de se rassurer quant à leurs créances démocratiques, et font passer pour telles que le président de la Commission déclare avoir une nette préférence pour « *retrouver des visages connus* » à l'issue du scrutin législatif grec, et que le commissaire Moscovici se fende d'une visite sur place pour encourager, à défaut du bien-vivre, le bien-voter, toutes ingénérences qui disent assez la considération que les institutions européennes portent à la souveraineté des peuples.

Sans questionner davantage la solidité réelle du verrou tiré à la voie 1 (l'OMT), se peut-il que le degré de confiscation des institutions politiques dans à peu près tous les pays laisse la moindre chance à la voie 2 - hors bien sûr d'un soulèvement en bonne et due forme ? L'expérience Syriza, si tant est qu'elle ait lieu, nous donnera rapidement une réponse. On ne peut pas dire que les choses se présentent idéalement pour Tsipras.

C'est que l'Allemagne, très consciente du danger, a par anticipation savonné la planche en déclarant que la sortie de la Grèce est une éventualité à laquelle la zone euro pouvait désormais très bien faire face, manière de fixer d'emblée les termes du rapport de force qui ne manquera pas de se former dès qu'un gouvernement Syriza en place fera connaître ses intentions de renégociation.

« La CDU » et « l'égoïsme », ou l'asile de la cécité européiste

C'est en général le mauvais moment à passer pour le commentariat européiste, désespéré de cette obstination dans la rigidité qui finit - il s'en rend bien compte - par fabriquer une Europe à sale gueule, et qui, pour contenir son accablement, n'a trouvé que la double ressource de mettre la chose au compte de la CDU [2] (« *ça n'est pas l'Allemagne, c'est la droite allemande* »), ou bien à celui des « égoïsmes » (« les Allemands ne veulent pas payer pour les autres »). Evidemment la double ressource est une double erreur, comme suffit d'abord à le faire apercevoir l'adhésion zélée aux principes de l'Europe libérale de la « gauche » française, et en fait de toutes les gauches de droite européennes, équivalents fonctionnels du SPD (Le Parti social-démocrate allemand), lui-même aussi droitier qu'elles toutes. Mais comme l'atteste également la permanence de l'indigent réflexe « intellectuel » qui retourne systématiquement à l'explication morale des choses, ou à l'explication des choses par la morale, en l'occurrence l'« égoïsme », quand évidemment la « solidarité » réglerait tous nos problèmes - misère d'une construction politique qui

n'a plus que le recours de la vertu pour espérer contenir ses tares congénitales.

Or rien, dans cette affaire allemande, n'a à voir ni avec la « droite » ni avec l'« égoïsme », et tout avec la défense de principes - qui n'ont rien de moraux. Des principes monétaires, inscrit dans une croyance collective, transpartisane, formée à l'épreuve du trauma de l'hyperinflation de 1923, conçue, à tort ou à raison - en l'occurrence à tort -, comme l'antichambre du désastre maximal, le nazisme.

Il reste que, dans les négociations à répétition avec la Grèce, il y va moins, pour l'Allemagne, de « payer » ou de « ne pas payer », que de maintenir des principes d'orthodoxie - équilibre budgétaire, indépendance absolue de la banque centrale, interdiction de tout financement monétaire des déficits - dont elle s'est fait une constitution économique, une identité nationale de remplacement, un rempart imaginaire contre le chaos social, et la condition *sine qua non* de sa participation à la monnaie unique. Perdre des milliards d'euros, l'Allemagne y consentirait sans ciller si d'aventure l'abandon par l'Europe des impératifs monétaires catégoriques qu'elle lui a imposés jusqu'ici la déterminait à sortir - elle ! - de l'euro, au prix d'une réappréciation du néo-mark qui torpillerait ses surplus commerciaux. Mais plutôt ça, que transgresser. Et plutôt seule avec ses principes que mal accompagnée par des irresponsables.

Merkel bluffe-t-elle ? - non

Comme souvent, la sauvegarde des valeurs les plus sacrées s'accomplit au travers des manoeuvres les plus troubles. Il n'échappe à personne, spécialement depuis les déclarations d'Angela Merkel, qu'un grand jeu de poker est en train de se mettre en place, avec stratégies de pré-intimidation et construction avancée du rapport de force. Au poker, comme on sait, tout l'art est dans l'appréciation du bluff. Merkel bluffe-t-elle ?

Il y a de quoi se poser la question quand on sait les angoisses qui ont entouré en 2012 l'éventualité d'une sortie de la Grèce. Les choses ont-elles changé depuis qui donneraient quelque nouveau crédit à l'apparente légèreté allemande quant à cette perspective ? En fait oui, et pour une raison essentielle : la restructuration de la dette grecque de 2012, telle qu'elle a eu pour effet, après digestion du *haircut* par les créanciers privés [3], de remettre la plus grande part des titres grecs aux mains des créanciers publics - l'Union européenne (UE), le Mécanisme européen de stabilité (MES), le Fond monétaire international (FMI) et la BCE détenant ensemble 254 milliards d'euros [4] contre 44 au secteur privé. Or les craintes qu'inspirait le scénario d'une sortie de la Grèce avait essentiellement partie liée avec la réactivation d'un risque de système en cas de défaut sur une dette à l'époque de 360 milliards d'euros, mais surtout détenue à presque 85 % par les investisseurs privés. Le fait même de la restructuration aura montré que cette crainte était probablement surestimée, puisque la sphère des créanciers privés aura absorbé des pertes entre 50 % et 70 % de valeur nominale sans dommage apparent. A fortiori maintenant le risque systémique n'est-il plus sur la table - « on peut y aller » conclut l'Allemagne, qui n'a jamais cessé de penser à ses banques dans toute cette affaire [5].

Si les effets collatéraux proprement financiers d'une sortie-défaut semblent assez contrôlables, qu'en est-il cependant des effets collatéraux politiques - alias la contagion ? Car il est bien certain que la sortie d'un pays aurait l'effet d'un coup de tonnerre, aux fortes propriétés d'émulation. Spécialement au Portugal et en Espagne, où des élections législatives doivent se tenir respectivement en novembre et décembre. Mais où en seront les effets d'émulation à ce moment précis ? Probablement pas à leur meilleur, c'est à craindre. Car il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'entre difficultés logistiques de la réinstallation de la drachme, imperfections de la mise en place des contrôles de capitaux, super-dévaluation de fait, immédiateté de l'inflation importée, temps de réponse des exportations, etc., un processus de sortie-défaut commencera par une phase passablement chaotique, dont la stabilisation, puis la matérialisation des bénéfices, demanderont au moins douze et plus probablement dix-huit mois. Fin 2015, ce sera le fond du creux - soit la plus mauvaise image possible à offrir pour une stratégie de sortie de l'euro, et un caviar pour les « *on vous l'avait bien dit* » européistes.

N'y a-t-il pas cependant un coin à enfoncer dans le gambit allemand, tout de même marqué par une fameuse contradiction ? Car l'Allemagne déclare par avance s'opposer à toute restructuration de la dette détenue par les créanciers publics si la Grèce reste... mais n'aurait plus qu'à se passer le papier grec en tisane si jamais elle sortait. Annoncer que la moindre perte est intolérable avant, pour consentir - de fait - à tout perdre après, signale au minimum une logique un peu branlante. Et moyennement crédible. Il n'y a là cependant de contradiction qu'au regard d'une logique incomplète, car il faut dire à nouveau que l'Allemagne est moins près de ses sous qu'elle n'est près de ses principes. Refuser de concéder en matière de dette grecque n'a pas à voir avec un égoïsme qui veut faire des économies, mais avec la sauvegarde d'un dogme monétaire - celui que l'Allemagne a imposé à l'Europe monétaire, dont le rigoureux maintien est la condition de sa propre participation, et pour lequel elle est prête à payer des milliards.

La « négociation », ou la certitude du dessous

Dans ces conditions, disons tout de suite que, pour Syriza, le gosse se présente par le siège. Il est vrai que le parti de Tsipras s'est lui-même mis dans un mauvais cas, à soutenir, avec la plus complète inconséquence, et son projet de revenir sur le mémorandum, et son désir de rester dans l'euro. Il y avait là une contradiction que son aile gauche, incarnée par des économistes comme Stathis Kouvelakis, n'avait pas manqué de relever, et depuis quelque temps déjà : la marge des accommodements avec l'Euro-Allemagne sur la dette grecque a été épuisée avec la restructuration imposée aux créanciers privés, imaginer qu'elle pourrait être étendue aux créanciers publics, a fortiori quand on compte parmi ceux-ci la BCE, tient maintenant du rêve éveillé.

L'alternative pour Syriza est donc des plus simples : plier ou tout envoyer paître. Mais il n'y aura pas de tiers terme. Et si Tsipras imagine qu'il pourra rester dans l'euro et obtenir davantage que des cacahuètes, il se raconte des histoires. Sans doute pourra-t-on compter sur le commentariat européiste pour nous faire paraître les pistaches de gigantesques avancées, peut-être même des victoires triomphales, en tout cas la démonstration en acte de la formidable flexibilité des institutions européennes. La vérité c'est que Tsipras ne dépassera pas le stade de l'apéro, et plutôt bon marché, car l'Euro-Allemagne ne cèdera rien de significatif - demanderait-il davantage que Merkel lui montrerait aussitôt la porte.

Lire : Alexis Tsipras, « [Notre solution pour l'Europe](#) », Le Monde diplomatique, février 2013.

Mais que veut Tsipras exactement ? Tendanciellement de moins en moins, semble-t-il. En deux ans, Syriza est passé d'une remise à plat complète du mémorandum à un très raisonnable rééchelonnement de la dette détenue par les créanciers publics. Il est certain qu'à ce degré d'affadissement, pour ne pas dire de renonciation, les contradictions sont moins aiguës... Il ne l'est pas moins que toute entreprise de délestage réel de la dette, et d'affranchissement de la camisole de force des politiques économiques, conduirait à une éjection de fait de la zone euro, dont on remarquera qu'il n'est nul besoin d'un article (en l'occurrence manquant) des traités européens pour y procéder, ainsi que le cas chypriote a commencé d'en faire la démonstration : il suffit à la BCE de mettre le système bancaire grec sous embargo - concrètement : de lui interdire l'accès au refinancement - pour lui faire connaître dans les 24 heures une tension d'illiquidité telle que la reconstitution en urgence d'une banque centrale nationale est le seul moyen de le sauver de l'effondrement complet. Laquelle reconstitution équivaut à celle d'une monnaie nationale, puisqu'il ne saurait être question que la BCE reconnaisse comme euros des émissions monétaires en provenance de sources autonomes, situées hors de son contrôle. Les banques grecques pourraient être assez vite réintégrées dans le réseau international des paiements interbancaires, tout ce qui vient d'elles cependant étant compté comme drachmes, le cas échéant à un taux de change de un pour un à l'instant $t = 0$ - en attendant la dégringolade qui ne manquerait pas de se produire.

Le chemin rectiligne de la normalisation à la désillusion

Ce sera donc l'euro et la camisole, ou bien aucun des deux. Or rien ne semble préparer à ce second terme de

l'alternative si l'on considère et la dérive politique de Syriza et le prétexte que lui donnent des sondages assurant que la population grecque demeure très attachée à la monnaie unique - et pour cause : Syriza, dérivant, a de fait abandonné de produire l'effort requis pour ancrer l'abandon de l'euro dans l'opinion comme une option possible, conformément par exemple à une stratégie d'affrontement gradué, au bout de laquelle l'arme ultime de la sortie est indiquée comme fermement intégrée à l'arsenal d'ensemble.

Mais l'on n'en revient pas de ces abandons successifs qui ont conduit un mouvement prometteur à une normalisation si rapide. Et le condamnent à brève échéance à de douloureuses désillusions : car il faut avoir un gros moral pour imaginer que de simples opérations de rééchelonnement, à politique économique globalement invariante, pourrait avoir quelque effet significatif sur l'économie grecque, dont on rappellera tout de même qu'elle a perdu 20 % de PIB depuis 2010 - soit un score qui qualifie pour les annales de la Grande Dépression façon Etats-Unis d'Amérique années 30, mais sans *New Deal* pour en sortir.

On n'en revient pas, donc, mais en fait, si, on en revient très bien. Car il n'y a là rien d'autre que l'effet écrasant des institutions du parlementarisme, dont le jeu réglé condamne irrésistiblement les disrupteurs politiques, soudainement magnétisés par l'objectif électoral, à nécessairement trahir tout ce qui a fait leur entrée en scène fracassante en infléchissant leur course vers le centre, à la manière dont Syriza a entrepris de récupérer les troupes atomisées du Pasok - un destin que *Podemos* connaîtra à son tour, à n'en pas douter (mais c'est en réalité déjà fait).

Après deux ans d'édulcoration déjà si prononcée, ne serait-il pas de l'ordre du miracle politique que Syriza ait la ressource interne d'en revenir à sa radicalité première pour envisager à nouveau une sortie de l'euro au cas - probable - où la renégociation du mémorandum ne livrerait que des queues de cerise ? La politique n'étant pas exactement le lieu d'élection du miracle, l'écrasement sous le poids des institutions européennes et du parlementarisme national réunis, et l'abandon de fait de toute ambition d'en finir avec la camisole néolibérale, sont bien le résultat prévisible de cette chronique d'une normalisation annoncée. Rude - mais salutaire - leçon de choses pour tous les partis de la (vraie) gauche européenne qui, à l'image du *Front de gauche*, n'en finissent pas de tourner autour du pot - s'ils tournent encore... - pour se perdre dans le rêve d'une « transformation de l'euro de l'intérieur », cette chimère dont Syriza leur montrera bientôt et l'inanité et le coût politique.

La réaction européiste, entre le bâton et la carotte

En vérité, la leçon sera, à terme, cuisante pour tout le monde. Car un gouvernement Syriza déconfit et ramené à une austérité à peine adoucie, sera moins la preuve en acte de la qualité des compromis européens que celle de ce que la zone euro est une taule qui ne connaît pas les remises de peine. C'est pourquoi l'européisme, lui aussi, va devoir s'employer pour rattraper les dégâts, selon deux lignes prévisibles, la première, celle des intégristes, qui, déterminés à ne jamais rien céder sur rien, se mettront en devoir de justifier que les demandes grecques étaient « économiquement » impossibles à satisfaire ; la seconde, celle des ébranlés, dans l'esprit desquels les quatre années écoulées ont fini par faire passer l'ombre d'un doute, et qui se mettent déjà le cerveau au court-bouillon pour tenter de sauver leur belle Europe, moyennant un nouveau tour de manège constitutionnel.

Lire « [Quand l'austérité tue](#) », Le Monde diplomatique, octobre 2014.

D'une certaine manière, c'est l'intégrisme qui a la vie facile. La décision de se tenir à la croyance quoi qu'il arrive simplifie la réflexion, et ne demande que de trouver des chevilles pour accommoder les éventuels « défauts ». Ici l'intégrisme dira : parmi les créanciers publics, le plus précieux, le plus vulnérable, le plus délicat, c'est la BCE. Annuler la dette grecque, c'est prendre le risque de la mettre en perte, et condamner les Etats-membres, c'est-à-dire - ici néon - le contribuable, à devoir la recapitaliser.

On notera d'abord la faible consistance de l'argument qui, parmi les créanciers publics, fait grand cas des pertes de la BCE mais fort peu de celles du MES ([Mécanisme européen de stabilité](#)) et de l'UE elle-même (27,7 milliards

d'euros d'un côté contre 141 milliards d'euros + 53 milliards d'euros de l'autre pourtant). Mais c'est que dans « banque centrale », il y a « banque », qui permet de faire jouer toutes les associations d'idées avec la crise financière de 2007-2008, comme si la BCE était une sorte de *Lehman Brothers* en plus gros. « La faillite d'une banque » (de plus), et le spectre à nouveau du « grand effondrement », voilà l'épouvantail agité par les demi-habiles du monétarisme européen.

A l'opposé exact de leurs vaticinations cependant, de toutes les « banques » (et en fait de toutes les entités économiques), la banque centrale est la seule pour laquelle la prise de perte est d'une totale innocuité, en tout cas la faillite une catégorie entièrement dénuée de sens, et ceci pour cette simple raison que la faillite est un état d'illiquidité... que la banque centrale ne peut connaître puisqu'elle est, elle-même, la source de toute liquidité ! La banque centrale crée la liquidité. Elle la crée ex nihilo, par une opération qui n'a rien de magique, mais exprime une croyance collective en l'acceptabilité du signe monétaire comme équivalent général, inscrite dans des institutions particulières (qui, par ailleurs, se distinguent par leurs propriétés à reproduire plus ou moins bien cette croyance). Instance ultime de la liquidité, sommet de la pyramide du refinancement, au-delà duquel il n'y a plus rien - oui, c'est un peu vertigineux pour certains esprits innocents -, la banque centrale n'a pas à être elle-même « refinancée » ou recapitalisée, contresens conceptuel qui témoigne d'une incompréhension profonde des mécanismes monétaires : la banque centrale, si besoin est, apure ses propres pertes et s'autorecapitalise par création monétaire pour ainsi dire *pro domo*.

Comme souvent cependant, au voisinage immédiat des demeurés, il y a les cyniques - et les idéologues. Ceux-ci savent très bien que la banque centrale peut combler ses pertes par ses propres moyens de création monétaire, mais ils ne le veulent pas - essence même du dogme monétariste qui regarde toute création monétaire « anormale » comme un fléau en cours de formation. Mais qu'est-ce que l'« anormalité » en cette matière ? A cette question, le monétarisme appliqué répond invariablement : tout ce qui excède les besoins de refinancement des banques privées, et notamment tout ce qui pourrait constituer une opération plus ou moins médiate de soutien aux Etats - en quoi consisterait indiscutablement une annulation de la dette grecque inscrite à l'actif de la BCE.

Voilà pourquoi, en passant, le monétarisme se soucie bien moins des pertes du MES que de celles de la BCE en dépit de leurs ordres de grandeur comparés. Les premières sont des pertes sèches pour les Etats-membres, et ceux-ci devront les combler par de nouvelles ressources financières, prélevées ou empruntées - et ça leur coûtera. Les secondes relèvent d'une pure opération de monétisation, qui plus est à destination d'un Etat (grec) - de celles qui appellent le pieu en bois.

En tout cas, la théorie dite « quantitative » [6] ignore ici étrangement toutes les considérations de quantité pour ne répondre en fait qu'à des critères qualitatifs. Que le programme LTRO de la BCE [7] ensevelisse les banques privées européennes sous mille milliards d'euros à des taux proches de zéro et pour des échéances tout à fait hors des standards habituels de la politique monétaire, la chose est déclarée parfaitement « normale ». Que l'Etat grec se voie offrir une remise de dette de 27 milliards d'euros par la BCE, c'est le commencement d'un laxisme aussitôt affublé par les médias de l'étiquette « planche à billets », elle-même annonciatrice de la remise en circulation des brouettes pour aller acheter le pain.

Les eurobonds, ou la politique du plombier

Quoi qu'il ne soit jamais si visible qu'en ces situations très concrètes où le maniement à géométrie variable des mêmes arguments apparaît dans toute sa splendeur, l'entravement de la puissance publique est l'omniprésent non-dit de la construction européenne, dont les articles de traité ne donnent qu'une expression technique, affadie et méconnaissable comme telle. De l'interdiction des aides d'Etat à la fermeture de tous les degrés de liberté de la politique économique, l'impotence de la puissance publique, pour mieux dégager la piste aux puissances privées, est pourtant méthodiquement organisée. C'est le genre de chose qu'à l'inverse des « intégristes » - dont c'est le projet

même ! -, les « ébranlés » peinent un peu à voir. Il est vrai que munis de la prémisse que l'Europe est par essence destinée au bien, c'est presque tout leur champ de vision qui pendant des décennies n'a été qu'une gigantesque tache aveugle. Aussi, passé le moment sans doute un peu tardif de l'ébranlement, se mettent-ils précipitamment en devoir de rafistoler le bouzin, avec malheureusement pour seul viatique intellectuel une idée de la politique qui oscille entre une vision de plombier et celle, plus enfantine, de l'ardoise magique.

En suivant d'abord leur ligne de plus grande pente, celle du bricolage technique, comme si quelques nouvelles tubulures financières pouvaient apporter de réelles solutions à des problèmes fondamentalement politiques. Le désastre de la monnaie unique était déjà un pur produit de cette forme de pensée, mais peu importe, c'est sans doute qu'« on n'était pas allé assez loin ». Si la monnaie unique est un peu branlante, ce serait d'avoir oublié de la compléter de la dette unique. Et toujours pas un pour s'aviser que l'élément manquant n'est pas à chercher dans quelque introuvable instrument miraculeux de la politique monétaire ou financière, les *eurobonds* ou autre chose, mais dans une authentique communauté politique, pour encore longtemps manquante. Et faute de laquelle toute mise en commun des instruments techniques, loin de faire faire quelque progrès, n'a pas d'autre effet que d'approfondir la crise politique chronique, symptôme par excellence de la malfaçon européenne.

Cette crise politique est une crise de la souveraineté, crise de la soustraction à la délibération démocratique de la politique économique, réduite à une automatique asservie à des valeurs-consignes déposées dans les traités. Dans ces conditions le rapport des institutions européennes aux Etats-membres ne peut être qu'un rapport de surveillance. Et de mise sous tutelle quand les écarts de trajectoire passent un seuil critique. C'est cette logique que la mutualisation de la dette, solution fétiche des ingénieurs-économistes dépourvus de toute vision politique, va porter à un degré inouï. Car, à supposer même que l'Allemagne donne son aval à des eurobonds (auxquels, en première instance, elle a tout à perdre), ce ne pourrait être qu'à la contrepartie d'un dispositif de surveillance sans précédent dès lors que s'établit un mécanisme très formel de garantie solidaire.

Peut-on imaginer que l'Allemagne (et pas seulement elle d'ailleurs) consentirait à apposer sa signature sur des papiers émis solidairement par la Grèce, l'Espagne, le Portugal... et même la France, sans s'assurer de l'absolue rectitude de leurs politiques économiques, c'est-à-dire de leur absolue soumission à des règles draconiennes qui donneront rétrospectivement à celles d'aujourd'hui des airs de camp de vacances. Ce sont donc tous les caractères présents de la monnaie unique que les eurobonds viendraient accuser, et notamment celui de la dépossession pure et simple de souveraineté, la moindre entorse par un Etat-membre donnant lieu à une prise des commandes en direct de sa politique économique par les instances européennes, soit une forme de *troïkation* aggravée, désormais établie comme institution permanente de l'Union - et il faut avoir de sérieuses propensions au rêve éveillé pour voir dans cette nouvelle configuration du *knout* une formidable avancée.

L'ardoise magique de l'« avancée démocratique »

Mais la propension au rêve n'est pas ce qui fait défaut à l'européisme ébranlé. « *Seule une refondation démocratique de l'Europe permettrait de mener des politiques de progrès social* » déclare ainsi avec emphase Thomas Piketty [8]. Sans doute - d'ailleurs si ma tante en avait. Malheureusement (?), elle n'en a pas. Il s'agirait donc de s'aviser que la neutralisation des souverainetés populaires n'est pas une erreur accidentelle, ou une mauvaise tournure malencontreusement acquise en cours de route, mais bien un parti pris constitutionnel et réfléchi, voulu au premier chef par l'Allemagne pour garantir l'absolu respect des principes auxquels elle a conditionné sa participation à la monnaie unique.

De même que Syriza rêve en pensant avoir et le maintien dans l'euro et l'affranchissement de l'austérité, l'européisme ébranlé rêve quand il espère tenir ensemble la participation allemande et la remise complète de la politique économique à la discrétion démocratique. Car la discrétion, c'est-à-dire le maniement souverainement flexible des instruments de la politique économique, notamment monétaire, c'est le cauchemar par excellence de

l'ordolibéralisme allemand transplanté à l'échelle européenne. Si donc, en cette matière, la démocratie s'assimile à la discrétion, et que l'Allemagne fait du refus de la discrétion un point d'intransigeance, la réclamation emphatique d'une refondation démocratique a à peu près autant de consistance que celle qui voudrait réformer la curie romaine sur la base d'un club naturiste.

Evidemment, ce sont là des questions qui excèdent passablement la vue économiste des choses, et qui requièrent de s'interroger préalablement sur les conditions de possibilité de la constitution d'une communauté démocratique pluri-nationale. Non que cette constitution soit impossible par principe. Mais que rien, symétriquement, ne garantit qu'elle soit de l'ordre de l'évidence [9]. Si l'on veut bien se souvenir que l'Allemagne n'est entrée dans la communauté monétaire européenne qu'à la condition de lui imposer ses propres principes - tels qu'ils font l'objet chez elle d'une adhésion largement transpartisane et pour ainsi dire méta-politique -, on devrait tout de même avoir à l'idée de se poser quelques questions, et notamment celle de la compatibilité d'un tel ultimatum avec toute construction démocratique.

Lire « [Un peuple européen est-il possible ?](#) », Le Monde diplomatique, avril 2014.

Mais, questionneur, il y a beau temps que l'européisme a oublié de l'être. Il est vrai que le monde des abstractions constitutionnelles est autrement plus confortable que le réel. C'est pourquoi on s'adonne avec ardeur à l'architecture en chambre, à la manière du « *Manifeste pour une union politique de l'euro* » [10], manifeste politique sans pensée politique, incapable de voir tout ce que la construction d'institutions politiques appelle de prérequis, et notamment l'existence d'une consistance communautaire minimale, où résident les conditions d'acceptation de la loi de la majorité - le coeur concret de la démocratie.

Mais jamais l'européisme, qui rêve maintenant d'un parlement de l'euro, ne se soucie de savoir si l'Allemagne, qui pourtant a soumis jusqu'ici toute la construction monétaire européenne à ses seuls impératifs, pourrait accepter que soit remis en discussion l'indépendance de la banque centrale, l'interdiction du financement monétaire public, le dogme de l'équilibre budgétaire, l'exposition permanente des politiques économiques aux marchés financiers conçus comme auxiliaires de surveillance, etc. - c'est-à-dire accepter d'être mise en minorité sur ces sujets qui lui sont névralgiques.

Le salut pour Syriza ne viendra ni de quelque compromis européen, ni d'une chimérique reconstruction institutionnelle à froid, promesse aussi vide de réalisme politique que faite pour être renvoyée à des horizons perpétuellement repoussés. Mais l'inanité des fausses solutions n'exclut pas qu'il y en ait de vraies. Puisqu'il y a toujours une alternative. En l'occurrence, non pas caler le pied de table, pour ravauder son estime de soi avant de passer dessous, mais la renverser.

Pour tous ceux qui, au loin, contemplant dans un mélange d'inquiétude, de doute et d'espoir ce qui peut advenir en Grèce, il ne reste qu'une chose à faire vraiment : contre la force gravitationnelle des institutions qui s'efforce de ramener les déviants à leur ordre, rappeler à Syriza, en ce point de bifurcation où elle se trouve, tout ce qui dépend d'elle - et qui est considérable : contester vraiment l'austérité de la seule manière possible, la rupture, signifier à la face de l'« Union » la sédition ouverte d'avec son ordre néolibéral, c'est-à-dire créer un événement libérateur, pour le peuple grec, mais aussi pour tant d'autres qui espèrent avec lui.

-* [Billet traduit en anglais sur le site des éditions Verso.](#)

Frédéric Lordon pour [La pompe à phynace](#)

[La pompe à phynace](#). Les blogs du Diplo. Paris, 19 janvier 2015

* **Frédéric Lordon** est économiste, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002.

[1] Annoncé en juillet 2012, mis en place en septembre de la même année, le programme OMT (*Outright Monetary Transactions*) autorise la BCE à racheter des volumes potentiellement illimités de titres souverains de l'eurozone. Cette décision a eu un effet quasi-instantané sur les investisseurs, et a probablement sauvé l'euro de la troisième attaque (juin 2012) qui promettait de lui être fatale.

[2] L'Union chrétienne-démocrate, le parti allemand au pouvoir

[3] L'« *haircut* » est une réduction de la valeur de la dette d'un emprunteur dans le cadre d'une restructuration de dette.

[4] Qui se décontractent en UE : 53 milliards d'euros ; MES : 141,8 milliards d'euros ; FMI : 32 milliards d'euros ; BCE : 27,7 milliards d'euros (d'après Flash Natixis, 5 janvier 2015, n° 12).

[5] Comme tous les autres pays d'ailleurs.

[6] Le monétarisme repose sur la théorie dite « quantitative » de la monnaie pour laquelle seul le volume des agrégats monétaires est déterminant.

[7] [Long Term Refinancing Operations](#), programme de refinancement exceptionnel des banques européennes mis en place fin 2011 et début 2012.

[8] Thomas Piketty, « [2015 : quels chocs pour faire bouger l'Europe ?](#) », *Libération*, 29 décembre 2014.

[9] Pour une discussion plus substantielle de ce problème, voir [La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique](#). Les Liens qui Libèrent, chapitre 6, « Un peuple européen est-il possible ? ».

[10] « [Manifeste pour une union politique de l'euro](#) », *Le Monde*, 16 février 2014.